

<http://gec.venissieux.org/Construction-de-la-nouvelle-Piscine-Delaune>



Construction de la nouvelle Piscine Delaune

- Interventions -



Date de mise en ligne : mercredi 26 octobre 2022

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Des piscines à fonctionnement privées ferment, d'autres réduisent leurs activités où d'autres abaissent la température pour faire face à la flambée des prix de l'énergie.

Ici à Vénissieux, l'air du temps n'est pas à la suppression de nos projets de progrès et de bien-être de nos habitants.

La ville a acté la construction de ce nouvel équipement qui viendra remplacer l'actuelle piscine Delaune qui après 50 ans de service à la population doit laisser place à une piscine moderne et pleine d'ambition pour tous.

Les piscines sont d'abord reconnues d'intérêt public puisqu'il est demandé aux Villes qui en possède d'organiser avec l'Éducation nationale le savoir nager, ce que nous faisons et que nous allons encore améliorer avec plus de classes accueillies.

Alors qu'aujourd'hui le lien social disparaît dans notre société, nous continuons d'accueillir des familles, des jeunes, des clubs, et autres associations tel que l'OMR.

Nous savons l'importance d'avoir une telle offre pour les Vénissiens et autres personnes qui ne peuvent partir en vacances ou tout simplement venir se rafraîchir à un prix très raisonnable.

En effet la Ville ne construit pas une piscine au rabais, bien au contraire. Le service public de qualité pour les citoyens est notre première préoccupation et nous nous y tiendrons.

Nous savons que ce type d'équipement est un enjeu énergétique et environnemental, et nous nous fixons un objectif ambitieux pour faire beaucoup mieux que la piscine existante, autant sur la consommation d'énergie que sur la consommation d'eau.

Bien sûr je n'oublie pas que le gouvernement a mis en place une aide pour les entreprises privées ! Mais pour les collectivités ? Rien, aucune aide à venir, au contraire, on nous annonce à nouveau une baisse des dotations de l'État, encore un coup dur pour les villes et le service public.

Ces décisions n'entament pas notre volonté de continuer à faire le meilleur pour les habitants de notre ville. L'intérêt général doit l'emporter sur la politicaillerie.